L'HEMICYCLE

Le budget 2013 de l'Etat – ou la pantalonnade du gouvernement PLR

«Le meilleur budget de l'Etat depuis vingt ans!» annonçaient fièrement nos trois mousquetaires. On allait voir ce qu'on allait voir! Et on a vu.

Aide sociale drastiquement réduite alors qu'elle explose sur le terrain, enseignement spécialisé sciemment sous-budgétisé pour la seconde année de suite, reports de charges sur les communes reconduits alors que le Grand Conseil les avait limités à une année, report pur et simple de l'indexation négative sur les salaires de la fonction publique, refus de toute nouvelle subvention sans même examiner si elle s'avère nécessaire, etc., etc., le budget concocté par nos ministres s'est rapidement avéré purement fantaisiste. Dès lors, la commission de gestion et des finances a dû multiplier les séances pour sauver ce qui pouvait l'être et présenter un budget tant soit peu acceptable au Grand Conseil. Cerise sur le gâteau, c'est Laurent Kurth, le ministre socialiste fraîchement entré en fonction le matin même, qui a défendu ce budget, prenant par là même ses nouveaux collègues sous son aile protectrice.

On en viendrait presque à regretter Jean Studer. Un comble! ★

Daniel Ziegler

AGENDA

La Chaux-de-Fonds
Lu. 14, 21, 28 janvier, 4 et 11 février à 20h (Versoix 7), Séances de section, le 21 rencontre avec les commissaires.

Le Locle
Lu. 21 janvier à 20h (Envers 7), Séance de section, préparation du Conseil général.
Lu. 31 janvier, 19h45, Hôtel-de-ville, Conseil général.

Val-de-Travers
Me. 9 janvier et 6 février à 20h15 au local POP à Travers, séances de section.
Lu. 21 janvier et 18 février à 20h, Conseils généraux.

Les Jeunes POP
25 au 27 janvier, week-end jeunes POP

Cantonal
Ve. 28 décembre dès 18h (Versoix 7), fête de fin d'année.

Lu. 7 janvier à 19h15 (Versoix 7), assemblée cantonale.

Lu. 28 janvier et 25 février à 20h (Versoix 7), comités cantonaux.

POP INFO

La voix des hommes et des femmes qui résistent, la voix de celles et de ceux qui proposent de changer la société.

Nous remercions les personnes qui se sont abonnées au journal.

Si vous ne l'avez pas encore fait, abonnez-vous, 1 an = CHF 10. (Remplissez le bulletin de versement ci-joint.)

Nous vous remercions de votre soutien.

POP neuchâtelois

©2012 POP INFO - Conception graphique: www.ondes-de-choc.ch

POP I Parti ouvrier et Populaire Secrétariat cantonal Versoix 7, 2300 La Chaux-de-Fonds, Tél.: 032 968 63 65, pop.neuchatelois@bluewin.ch, www.pst.ch/neuchatel

POP INFO

Numéro 2, décembre 2012

Trimestriel - Organe informatif du Parti ouvrier et Populaire

EDITORIAL

Le rôle de l'Etat et des milieux économiques

Depuis quelques années, la situation économique de notre région est plutôt bonne entraînée notamment par un secteur horloger florissant. Corollaire de cette situation, le nombre d'emplois dans le canton n'a jamais été aussi élevé.

Ce constat réjouissant doit malheureusement être pondéré puisque dans le même temps, le taux de chômage ne baisse pas et que les personnes ayant recours aux services sociaux augmentent très sensiblement.

Face à cette situation dénoncée par les syndicats et les partis de gauche notamment lors de la dernière révision de l'assurance chômage, il est impératif que l'Etat agisse rapidement en demandant aux entreprises un effort conséquent pour permettre aux personnes sans emploi de se réinsérer dans le monde du travail. Ceci est d'autant plus normal que le secteur de l'horlogerie, par exemple, a été le secteur industriel le plus soutenu par les pouvoirs publics, tant au niveau fédéral que cantonal.

La situation dans le parapublic n'est pas très différente. En prenant l'exemple d'HNE, comment est-il possible que de jeunes diplômés infirmiers HES, sortant de formation, trouvent très difficilement du travail dans notre canton alors qu'hôpital neuchâtelois procède régulièrement à des engagements?

Ces problèmes doivent être traités urgemment, en l'absence de solution, le climat social pourrait se détériorer rapidement, la libre circulation remise en cause, les boucs émissaires resurgir… ★

Comité cantonal du POP

LA GRENADE!

CCT21: Les ministres PLR retirent le masque

Après avoir, au terme d'obscures tractations, offert un cadeau de 3 millions à La Providence comme «solde de tout compte» - compte jusque là farouchement nié - en vue de sa reprise par le groupe Genolier, nos ministres PLR, qui ont manifestement mis sous tutelle la cheffe de département Gisèle Ory, font plus fort encore.

Genolier refuse de signer la CCT21? Qu'à cela ne tienne, le Conseil d'Etat se déclare prêt à ne pas lui appliquer l'arrêté qui exige le respect de la convention lors de mandats hospitaliers publics. Après l'Etat des petits copains, l'Etat fossoyeur de conventions collectives de travail!

Qu'à cela ne tienne, rétorque à son tour le POP. Puisque le Conseil d'Etat foule des pieds son propre arrêté, nous en fixerons le contenu dans la loi. Et toc! ★

Daniel Ziegler

PoP
Parti ouvrier et Populaire

LA CHAUX-DE-FONDS

Pensons ensemble une politique culturelle

Mis en chantier lors de la précédente législature, un rapport d'information du Conseil communal sur la politique culturelle de la Ville fait partie des priorités de la présente législature.

Nous profitons de cette opportunité pour ouvrir dans POP INFO une rubrique destinée à la politique culturelle que nous souhaitons mettre en place. Dans ce premier article, nous poserons le principe de base que nous développerons dans les prochains numéros.

Plusieurs études ont démontré qu'investir dans la culture rapporte. Le rapport financier du «franc culturel» incite certaines collectivités publiques à mener une politique culturelle visant prioritairement la rentabilité. Pour notre part, nous voulons promouvoir en premier lieu, le développement d'une culture accessible à chacun. Cela implique un soutien, souvent financier, de la part de l'autorité subventionnante, mais pas seulement : la mise à disposition de lieux, de prestations, ou le développement d'une information large à la population concernant les événements culturels quels que soient leur domaine, sont les vecteurs que nous souhaitons voir développer de façon à ce que chacun puisse être concerné par les activités culturelles de notre ville ou, plus largement, du canton.

Nous savons bien que les chemins favorisant cette ouverture sont multiples. Notre ville fait et a fait des efforts pour y parvenir, nous en parlerons. Mais nous aimerions qu'elle aille plus loin, qu'elle se donne les moyens de développer ses qualités déjà reconnues en matière culturelle, notamment au travers de la «médiation culturelle» qui doit permettre à chacun d'avoir accès à cet univers nécessaire, par exemple, à la cohésion sociale. Voilà ce que nous envisageons de montrer dans les prochains numéros de POP INFO. ★

Francis Bärtschi, Claudine Stähli-Wolf, Théo Bregnard, Francis Stähli

LA JEUNESSE EST LE FER DE LANCE D'UNE SOCIETE

Par Oskar Favre

Ce devrait être d'un citoyen que d'être alarmé par la situation mondiale actuelle. Crises économiques à répétitions, famines et épidémies dans les pays du Sud, écologie désastreuse et renforcement absurde de l'extrême droite dans ceux du Nord, capitalisme toujours plus impérialiste et vicieux. Bref: le monde va mal.

En étant moi même Conseiller Général popiste, un des plus jeunes de Suisse, j'aimerais appeler mes «contemporains» à s'engager pour un monde nouveau et meilleur. Je suis parfois consterné du manque d'intérêt que porte la jeunesse à la politique. C'est quand-même notre avenir qui est en jeu!

J'ai l'impression que la jeunesse a malheureusement perdu son rêve d'un monde meilleur et qu'elle se contente de vivre de ce que le capitalisme lui crache au visage avec sa culture de l'achat excessif. Bien sûr certains continuent la lutte, comme les Jeunes POP, mais est-ce suffisant?

La jeunesse est le fer de lance d'une société, et que se trouver à gauche étant jeune est la chose la plus normale qui soit. Pourrait on donc m'expliquer quel intérêt trouvent certains jeunes à s'engager dans des partis tels que le PLR, l'UDC ou les Verts'Lib. ? N'ont ils donc aucun espoir en un avenir meilleur ? Ils doivent pourtant se rendre compte que le système actuel ne marche pas!?

Et c'est justement parce que je pense que ce système ne marche pas et que je suis favorable à ce que la lutte continue, que je me suis engagé dans la section locloise du POP.

Pour finir, je dirai que c'est dans la jeunesse que se trouvent les futurs politiciens et que c'est là qu'il faut commencer d'insuffler une conscience politique, de gauche si possible. ★

LE PIEGE DE LA DEMOCRATIE BOURGEOISE

Par Julien Binggely

Je vais profiter de l'espace offert par ces colonnes pour extérioriser un certain malaise. Elu au Conseil général de la Ville de Neuchâtel, je me frotte depuis peu à la vie politique communale, à ses petites batailles verbales et «grands» enjeux urbanistiques, à ses figures politiques installées et souvent péremptoires, de droite comme de gauche et à ses acteurs plus modestes et discrets, mais qui ne jouent pas moins leur rôle dans les processus de prise de décisions.

Rapports du Conseil communal au Conseil général, arrêtés, prises de position des groupes politiques, discussions, puis finalement vote, ainsi va la vie politique institutionnelle locale. La plupart des conseillers généraux pensent sincèrement pouvoir réellement influer sur le cours des choses ou de l'existence des citoyennes et citoyens de leur commune, de permettre à leurs idées de percer sous l'amas d'avis contraires et triompher, l'espace de quelques minutes, dans le magnifique cadre offert par l'hémicycle de l'Hôtel de Ville.

Dans ce tableau harmonieux, d'où diable peut bien provenir un malaise? De ceci que l'action politique et démocratique, en définitive et pour la majorité des gens, se résume à ces échanges, courtois et policés, respectueux de l'ordre et des règlements, ne bousculant que les sensibilités et les egos de ceux qui y participent.

Dans ce monde protégé qui cultive l'entre-soi, où sont donc les travailleurs étrangers en intérim, les ouvriers en 2 ou 3 x 8, les femmes à la double-journée et les jeunes adultes à l'aide sociale faute de trouver du travail? Cette vie politique, qu'elle soit communale, cantonale ou fédérale, se déroule loin des gens et de leurs préoccupations, loin des difficultés quotidiennes du chômeur et du jeune en rupture scolaire, mais loin aussi de l'autre pôle de la société, celui qui accumule richesses, privilèges et réel pouvoir.

La démocratie bourgeoise a ainsi refermé sa porte grillagée sur la classe intermédiaire, la petite-bourgeoisie, meilleure garante du respect de l'ordre social tant que celui-ci lui donne l'illusion de pouvoir y jouer un rôle majeur. La petite-bourgeoisie assure le gardiennage de la propriété capitaliste sur laquelle il est inscrit, comme l'écrivait Marx à propos de la sphère de la production: *no admittance except on business.* ★

SWISS WATCH PROJET

Une montre géante à Neuchâtel?

La première chose qui m'a surprise c'est cette immense mocheté en plein milieu de mes Jeunes-Rives tant aimées. J'ai essayé de trouver une cohérence, une harmonie mais sans succès. Le calcaire jaune de la vieille ville, la vue sur les Alpes, le château, le lac,… Et PAF! Une montre géante, qui ne nous dit même pas l'heure, à moins d'être l'heureux propriétaire d'un hélicoptère. Ce projet n'a pas échappé au plus grand site américain d'humour où il apparaît en première page. On a l'air fin. Je pense au TransRun qui n'aurait pas été du luxe et je me rappelle que le méga-projet Swiss Watch Arena, c'est 350 millions, mais intégralement financés par des privés. Evidemment, il a l'air de suite plus attractif.

Et puis, Neuchâtel, ville horlogère? Ce ne sont plus La Chaux-de-Fonds et Le Locle? Non, là-haut, c'est la place des usines et des ouvriers, alors qu'en bas, on récolte le fruit juteux de leur travail et on s'apprête à s'en vanter. On s'étonne après cela d'une tension Haut-Bas…

Heureusement que la ville ne soutient pas le projet. ★

Chloé Paratte

DOSSIER SPECIAL

On joue à qui perd gagne ?
Petit NON au Transrun-RER,
mais NON quand même.

Le NON a passé même si c'est de peu.

Le NON a mis en péril ce qui était en train de se construire au niveau du canton. Un projet d'amélioration de la cohésion cantonale, le Réseau Urbain Neuchâtelois (RUN), qui se construit depuis 10 ans! Ce projet devait permettre le développement d'une agglomération des Montagnes et d'une agglomération du Littoral selon un concept novateur reconnu par la Confédération. Deux pôles d'égale importance auxquels toutes les régions étaient reliées. Les régions y ont travaillé, elles ont signé des accords de collaboration, personne n'était laissé pour compte. C'est de ce travail que sont nées les nouvelles communes de Val-de-Ruz et de Val-de-Travers. Ce projet impliquait des liaisons performantes. Depuis le début, le Transrun en était la colonne vertébrale et les dessertes RER, les voies de liaison vers les régions. Personne n'aurait donc dû être surpris de voir le projet chiffré présenté à l'aval de la population.

Et pourtant… Il y a eu un problème de confiance de la part des régions. Pour le Val-de-Travers et le Littoral, le manque de confiance ne s'explique pas car les dessertes étaient définies par le projet et clairement meilleures qu'aujourd'hui. Pour le Val-de-Ruz, le projet était moins précis, insuffisamment précis en fait. Il est dommage que le projet n'ait pas été complètement développé avant sa présentation à l'aval populaire.

Le NON constitue donc beaucoup plus que le refus du Transrun: c'est l'échec d'un travail de réunion cantonal, c'est l'éclatement du canton, le retour aux antinomies grandes villes contre régions, villes contre campagne, régions contre régions.

Nous avons raté la chance de donner à certaines personnes la possibilité de prendre le train plutôt que la voiture. Les routes et les villes du canton risquent d'être encore plus saturées par le trafic.

Le NON signifie la perte d'une dynamique porteuse d'avenir, réparatrice des inégalités existantes.

Il en va maintenant du devoir de tout le canton de se remettre au travail pour empêcher la désagrégation des relations intra cantonales. Il doit y avoir une réponse «transports publics» performants dans le sens de réunir à nouveau les régions qui forment le canton de Neuchâtel.

Le canton s'est affaibli à l'intérieur, mais aussi face à ses voisins et à la Confédération:

> Perte des subventions confédérales pour les agglomérations puisque le concept d'agglomération saute avec le refus du Transrun-RER. Toute autre solution se fera très probablement à nos frais.

> Perte de crédibilité par rapport à la France. Le TGV Rhin-Rhône et la liaison Besançon-Paris passent à nos portes. Encore faut-il pouvoir les rejoindre…

> Impossibilité de développer la ligne du pied du Jura à cause du goulet de Vausseyon, ligne qui risque d'être toujours plus négligée par les CFF et qui est notre liaison avec le réseau suisse et la France par Pontarlier.

> Les régions qui ont fait le choix de développer des réseaux ferroviaires performants ont connu un important essor et ne comprennent pas la position de Neuchâtel car le refus du RER va accentuer les écarts avec des régions comme Fribourg par exemple.

Qui perd gagne?

Tout le monde perd! Les Montagnes bien sûr perdent les premières. Mais les gens des vallées et du Littoral qui ont cru qu'ils risquaient d'être prétérités en cas d'acceptation du projet seront pénalisés par leur propre refus.

Et le Conseil d'Etat dans tout ça?

Il s'est battu pour ce projet, très fort, mais trop tard. Il a de plus compliqué la lecture de la population par diverses prises de position, déclarations alarmistes et attitudes politiques ambiguës:

1. Il y a 10 ans que le Conseil d'Etat alarme la population en parlant des dépenses «pharaoniques» du canton, de sa dette exorbitante, de ses budgets anxiogènes, même si les comptes sont plutôt bons année après année. Et soudain, il présente un projet impliquant des dépenses très importantes.

2. Pendant la même période, c'est-à-dire pendant la concrétisation progressive du Réseau Urbain Neuchâtelois (RUN), il n'a pas manifesté un enthousiasme collectif très convaincant. Le projet a surtout été porté par un homme et ses services.

3. Quand le projet était sur les rails, il s'est retiré… Désintéressé? Peut-être pas, mais comment comprendre ce qu'il a voulu dire…

4. Pendant cette même période, le Conseil d'Etat a pris toute une série de décisions qui ont accentué les déséquilibres entre régions et partant, la perplexité de la population à qui le RUN demandait de se rassembler: fermeture d'écoles dans le Val-de-Travers, transfert d'écoles à Neuchâtel depuis La Chaux-de-Fonds et Le Locle, démantèlement du Conservatoire avec transfert de la partie professionnelle et de ses pianos, démantèlement systématique de l'hôpital de La Chaux-de-Fonds et surtout refus de respecter la Loi sur l'Etablissement Hospitalier Multisite (LEHM) qui prévoit deux sites d'égale importance, toutes décisions impliquant des investissements en Ville de Neuchâtel (le Campus de la Gare – de la Gare, vous avez bien lu, le renforcement du Nouvel Hôpital Portales (NHP), etc.) et des déplacements nocifs pour les populations du Val-de-Travers et des Montagnes où il y avait auparavant respectivement un lycée et un hôpital, un vrai, un conservatoire avec une section pro, une école d'ingénieurs, une Haute Ecole Spécialisée (HES Santé), etc.

Le vote du Transrun était aussi compris comme un retour vers plus d'équilibre cantonal.

Croyez-vous vraiment qu'avec ce résultat les Montagnes imaginent que le Littoral va concéder le déplacement dans l'autre sens du moindre service, de la moindre mission sanitaire? Allons donc.

Se remettre au travail est donc objectivement urgent pour tous les habitants du canton qui ne souhaitent ni être égoïstes, ni être abandonnants ou abandonnés, ni perdre leurs liaisons internes et externes. Pour le bien de tous, mettons-nous au travail. ★

Le présent texte a été rédigé par un équipe de popistes intéressés a donner réponses concernant le NON au Projet Transrun-RER.
C'est un travail collectif ratifié par le Comité cantonal du POP neuchâtelois.

POP
Parti ouvrier et Populaire

VAL-DE-TRAVERS

Est-ce que je dois m'exiler pour avoir du travail dans mon pays ?

Ce cri de détresse lancé par un quidam de Fleurier m'interpelle.

Le paradoxe qui fait que le canton de Neuchâtel aie le taux de chômage le plus élevé de Suisse (avec un triste record de 6% pour le Val-de-Travers) et en même temps accueille 10'000 frontaliers, prouve qu'il y a un gros problème.

Le fait que le patronat refuse de reconnaître les attestations de capacité des autres pays en fait partie.

En effet, on refuse de reconnaître les titres mais on engage quand même, à moindre prix, et on abuse des compétences des personnes en les payant chichement. Les entreprises n'ont plus besoin de personne au bénéfice d'un CFC. Le phénomène se répercute ensuite à tous les échelons, vu que salaire de misère d'un côté de la frontière peut se traduire par belle opportunité de l'autre.

Un taux de change beaucoup trop bas (il faudrait au moins le relever à 1.30 Frs pour 1□) accentue encore plus cette inégalité de chance à l'embauche.

La gauche, dans son ensemble, doit s'engager pour la reconnaissance des diplômes et autre papiers de compétence étrangers et pour de meilleurs contrôles sur les place de travail afin d'éviter la sous enchère salariale.

Laissons d'autres s'occuper de cette problématique ne pourrait amener que haine et rancœur. ★

Thierry Miserez

MONTAGNES

Pour un journalisme digne de ce nom

Qu'est-ce que nous fait la «journaliste» Sylvia Freda? C'est la question que tout le monde se pose.

Après avoir sévi quelque temps sur l'arc lémanique (au grand dam de ses anciens employeurs), elle a été récupérée de justesse par le journal local. Rédigeant des articles subjectifs, émotionnels et généralement incomplets voire faux, elle se targue de surcroît et ouvertement à qui veut l'entendre de s'en prendre au Parti ouvrier et Populaire et à la Mère commune des Montagnes neuchâteloises.

Héritiers des Lumières, les journalistes se doivent de lutter contre l'obscurantisme. Ils ont des droits et des devoirs, dont la vérification et la clarification de l'information, ainsi que la pondération de son importance. Or, contrairement à ses confrères et ses illustres prédécesseurs, Madame Freda se comporte comme un trou noir, absorbant même la lumière.

La liste de ces erreurs – tout sujet confondu – est d'ailleurs tellement longue, qu'un livre n'y suffirait pas. Parmi les dernières perles: l'interview du patron d'une marque horlogère (qui, comme tout le monde le sait, est expert en questions d'intérêt public et général). Madame Freda réussit à lui faire dire que Le Locle compte parmi les taux d'imposition les plus élevés du canton, alors même que la Mère commune a un coefficient d'impôt inférieur à la moyenne cantonale (16ème place sur 53 communes)* !

Pourquoi Madame Freda ne le corrige-t-elle pas? Parce qu'elle n'a pas vérifié l'information.

Même s'il est difficile d'en voir un lien de causalité, Mme Freda se réfugie généralement derrière le fait qu'elle ne connait pas la région pour justifier ses erreurs. Reconnaître ces dernières est louable. Néanmoins, il serait judicieux, à un moment donné, d'y remédier.

Reste que dernièrement encore, la crédibilité de ses articles a été mise en doute par la presse nationale, ses agissements risquant, à terme, de faire du tort à l'ensemble de la profession. L'utilisation constante de dispositifs basés sur des témoignages d'enfants, de personnes âgées et autres «pseudo» experts permettant d'avancer des contre-vérités relèvent de la mise en scène trompeuse et non du journalisme.

Bref, le diable, dit-on, s'habille peut-être en Prada, en tout cas, on sait qu'il travaille à l'Impartial ! ★

POP

* Rappelons au passage que la majorité POP de l'époque avait permis cette diminution.

ELECTIONS CANTONALES 2013

Le POP définit ses priorités

Parti ouvrier et Populaire

C'est dans une salle bien remplie que les militant-e-s du POP neuchâtelois ont définis les principaux choix politiques en vue des élections cantonales d'avril 2013.

Les participant-e-s ont décidé de mettre l'accent principal sur le renforcement de la députation popiste au Grand conseil. C'est à ce niveau que les décisions importantes se prennent et la majorité de gauche doit être élargie. Ce choix confirme la priorité politique des popistes, quand bien même les médias ne parleront que des candidat-e-s au Conseil d'Etat, sans trop se préoccuper des programmes présentés par les partis.

Sachant cela, une présence de candidat-e-s au Conseil d'Etat est un excellent moyen pour faire connaître les orientations politiques du parti en souhaitant qu'elles incitent davantage de citoyennes et citoyens à voter les listes du POP pour le Grand conseil.

La course au Conseil d'Etat se présente de manière inhabituelle car une grande partie de la population est fâchée contre le Conseil d'Etat. Son incapacité à cultiver un véritable partenariat, que ce soit avec le Grand conseil, les communes, les syndicats, les institutions para-étatiques et encore moins avec la population est souvent exprimée. Cette grogne améliore la possibilité de faire basculer à gauche le gouvernement par l'élection d'un représentant du POP, plus proche du peuple à l'exemple de l'exécutif de la ville du Locle. Ce basculement est d'autant plus important que le risque d'un gouvernement encore plus à droite avec un UDC complétant trois libéraux est possible.

Les participant-e-s ont rappelé que les membres du gouvernement ont été proposés par les grands partis. Que ces derniers critiquent maintenant tel ou tel manquement, en période électorale, trompe l'électeur sur leurs propres responsabilités. Il en est ainsi des dysfonctionnements de Frédéric Hainard, Jean Studer, Claude Nicati, Gisèle Ory qui ont ou qui vont quitter de leur propre volonté ou miner par leur propre parti leurs responsabilités gouvernementales.

Les popistes estiment que les différences entre le Haut et le Bas du canton sont liées à la politique libérale. Sans le déplacement de l'Ecole d'ingénieurs du Locle à Neuchâtel ou sans la fermeture de la maternité de La Chaux-de-Fonds les dissensions entre les régions serait moins fortes.

C'est donc lucidement que les militant-e-s ont décidé de présenter un-e candidat-e sur une liste unique de la gauche neuchâteloise. Si cette proposition n'est pas acceptée, d'autres variantes sont possibles comme l'explique le communiqué du POP.

Les popistes feront connaître leur candidat-e au Conseil d'Etat au début du mois de janvier. Lors de la campagne, les popistes exprimeront la nécessité de construire les solidarités pour réunifier le canton. ★

Alain Bringolf